

L'EXTRÊME DROITE DOIT RECULER, PAS NOS DROITS !

Nous, syndicats et associations, avons décidé d'agir ensemble pour battre l'extrême-droite lors des élections législatives des **30 juin et 7 juillet** 2024. En effet, outre le souvenir des crimes commis par l'extrême-droite, lorsque celle-ci parvient au pouvoir son bilan se résume, aujourd'hui, par :

- L'accroissement de la pauvreté et de la précarité comme en Argentine ;
- L'instauration de politiques racistes et xénophobes comme en Italie ou en Hongrie ;
- L'accroissement de la corruption comme dans certaines communes RN en France ;
- La réduction des libertés publiques (liberté d'expression, de manifestation, etc.) comme en Pologne ;
- Le recul des droits des femmes (droit à l'avortement contesté) comme aux États-Unis ;
- La réduction des droits des personnes LGBTQI+ comme en Hongrie ;

Contre le projet anti-social, raciste, antisémite, homophobe et transphobe de l'extrême-droite, constituons un front uni pour vraiment lutter contre l'injustice, les inégalités et les discriminations.

DEMANDONS ET EXIGEONS NOTAMMENT :

- L'augmentation des salaires et la fin du précaire ;
- La reconstruction des services publics partout sur le territoire ;
- La mise en place d'une justice fiscale pour réduire les inégalités ;
- Un programme de lutte contre toutes les discriminations et contre les violences faites aux femmes et aux personnes LGBTQIA+ ;
- L'élaboration d'une politique ambitieuse pour lutter contre le changement climatique et s'engager sur la transition écologique ;
- La suppression de la Loi Asile et Immigration pour la garantie des droits et des libertés pour les personnes étrangères ;
- La réforme des institutions des forces de l'ordre, pour mettre fin à l'impunité des violences policières, et aux pratiques racistes et discriminatoires dans la police.

C'est pourquoi nous appelons à voter massivement contre les politiques néolibérales et contre le RN et ses alliés les 30 juin et 7 juillet. Chaque voix compte, alors pour les élections aucune abstention !

Nous continuerons dès le 8 juillet à lutter pour faire de ces revendications des réalités.

